

« Le Pacte d'excellence semble complètement en panne aujourd'hui »

ENSEIGNEMENT Luc Willame, président de la Fondation pour l'enseignement

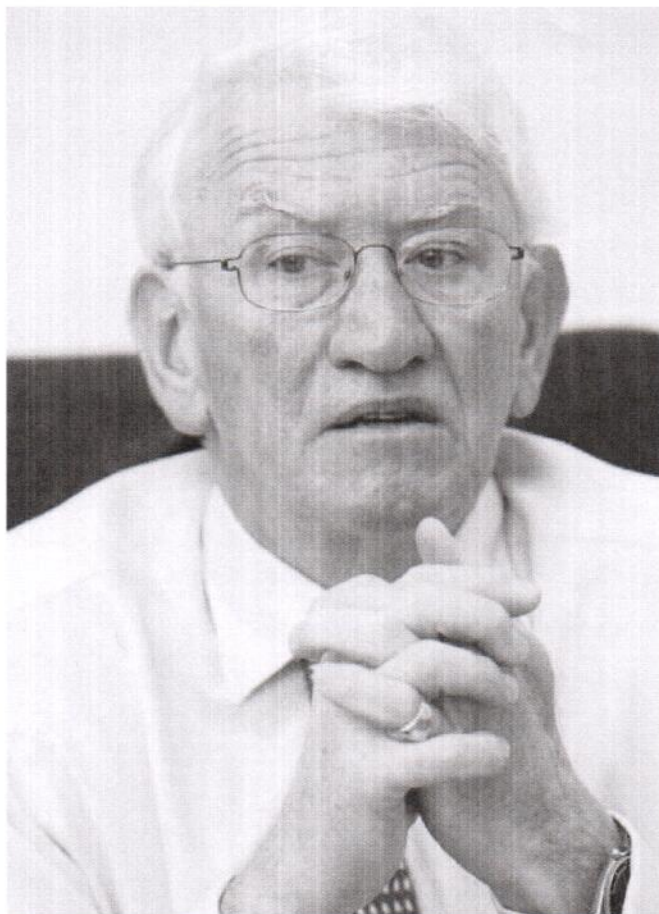
- La Fondation pour l'enseignement n'en peut plus des guerres idéologiques autour de mesures essentielles du Pacte d'excellence.
- Elle exige une analyse indépendante des coûts de la formation initiale.
- Et ne veut plus une Communauté française juge et partie.

ENTRETIEN

Transparence sur les coûts ! Fin du blocage politique sur la gouvernance ! La Fondation pour l'enseignement (qui œuvre au rapprochement entre le monde de l'entreprise et le monde de l'école) intervient dans le débat public sur l'avenir de l'école. Dans une lettre ouverte au monde politique - extraits ci-contre - Luc Willame (président) et Olivier Remels (secrétaire général) ne cachent pas leur impatience devant les tergiversations du moment. « Le projet francophone d'amélioration de notre enseignement entamé par le Pacte d'excellence et le souci de revalorisation du métier semblent complètement en panne aujourd'hui à la Fédération Wallonie-Bruxelles, et ceci pour des querelles de chapelles », dénoncent-ils. Entretien avec Luc Willame, ancien patron de Glavibel et président de la Fondation pour l'enseignement.

Cette lettre ouverte n'arrive pas par hasard...

Certainement pas, c'est le fruit d'une réflexion générale menée cette semaine par le conseil d'administration de la Fondation. Nous sommes en réalité très inquiets par la tournure des débats. Notamment par la guerre des chiffres sur le coût de la réforme de la formation initiale des enseignants. Déjà en 2015, le professeur Robert Deschamps de l'Université de Namur nous avait alertés sur le coût additionnel lié au salaire des professeurs. Sur la base d'une formation en cinq ans, il l'estimait à 800 millions et mettait en garde contre une absence de soutenabilité. Aujourd'hui on part sur quatre ans, voire cinq ans avec



Derrière les blocages, Luc Willame voit la conséquence de combats idéologiques internes au PS.

REPORTERS/ ALEXIS HAULOT

un gouffre dans les estimations : le ministre Marcourt parle, lui, de 152 millions et le Secec de 1.200 millions. Il nous semble qu'il est urgent désormais d'analyser les choses sereinement, calmement. Qu'il est urgent d'obtenir une analyse financière indépendante, professionnelle, sur laquelle tout le monde se rassemble.

Quel que soit le montant ?

« Il faut dès à présent s'assurer de la soutenabilité de la réforme »

Soyons sérieux, si c'est 800 millions, voire au-delà, la Fédération Wallonie-Bruxelles sera exsangue. Elle n'aura pas la capacité de supporter une telle addition, on va vers un gouffre financier qui entraînera simplement la faillite du système. La Région wallonne pourra-t-elle, devra-t-elle subvenir ? Peut-être est-ce le calcul effectué par certains régionalistes ? Quoi qu'il en soit, il faut dès à présent envisager les

DIXIT

Extrait de la lettre ouverte de la Fondation pour l'Enseignement

Sur la gouvernance

« Cette disposition essentielle, qui doit conférer à la fois plus d'autonomie aux écoles et responsabiliser l'ensemble de la communauté éducative, implique que chaque réseau d'écoles se trouve à égale distance de l'autorité publique, pour permettre d'évaluer en toute objectivité les résultats de ces plans de pilotage. Or aujourd'hui, le réseau Officiel organisé par la Fédération Wallonie Bruxelles se confond encore avec l'Administration Générale de l'Enseignement, et son pouvoir organisateur n'est autre que la Ministre de l'Éducation elle-même qui, toute chose restant égale par ailleurs, resterait donc juge et partie, puisqu'à la fois en charge de l'organiser et de l'évaluer ! »

Sur le coût de la formation initiale

« En l'absence de phasage et de régulation de ces mécanismes, un véritable gouffre financier de plusieurs centaines de millions d'euros (selon toute vraisemblance bien au-delà de l'estimation de 340 millions d'euros à l'horizon 2060 donnée par le Gouvernement) se creusera au fil des années, entraînant simplement la faillite du système, en l'absence de nouvelles rentrées financières. Aussi, cette réforme qui concerne la rémunération de dizaines de milliers d'enseignants chaque année nécessite, par respect pour leur métier, la plus grande transparence de nos responsables politiques sur ses conséquences budgétaires, qui plus est dans un contexte d'incertitude budgétaire lié à la sixième réforme de l'état. Il est indispensable à ce stade d'en analyser en détail la soutenabilité, déjà fortement mise en doute par l'Inspection des Finances en mars 2017. »

LE SOIR

Retrouvez la lettre ouverte sur plus.lesoir.be

mesures à prendre pour assurer la soutenabilité de la réforme : par exemple augmenter légèrement la charge horaire des enseignants ou réviser les normes - très généreuses en Communauté française - d'encadrement.

Vous évoquez également un autre aspect, plus politique ?

Je ne cache pas que nous sommes très préoccupés par la question de la gouvernance. Notre fondation fédère les cinq réseaux d'enseignement ; ils sont tous d'accord pour que l'on scinde, enfin, les rôles de la Communauté française dans le secteur : elle ne peut plus être à la fois pouvoir organisateur de l'enseignement officiel et autorité publique en charge de sa régulation. Tous les réseaux sont sur la même longueur d'onde : alors que le Pacte d'excellence prévoit la mise en place de plans de pilotage, il ne serait pas normal de conserver un système où l'autorité est à la fois contrôleur de tous et contrôlée par elle-même

pour ce qui est du réseau officiel. Elle ne peut plus être juge et partie. Il y aurait là un déséquilibre fondamental.

Pourtant ça bloque, politiquement ?

Je dois dire que je ne comprends pas bien ceux qui s'opposent à l'autonomisation de l'enseignement officiel, prenant le risque de bloquer la suite des travaux sur le Pacte puisque les acteurs en ont fait une condition de mise en œuvre. Il y a derrière cela des combats idéologiques internes au PS, comme s'il était question aujourd'hui de transformer des écoles en entreprises privées. Au contraire, l'objectif partagé est tout autre : mettre en place une gouvernance moderne, au service d'une amélioration de la qualité et de l'équité dans chaque école. En peinant à concrétiser ce point, le gouvernement francophone met en péril le Pacte dont il est pourtant le promoteur. ■

Propos recueillis par ERIC BURGRAFF

LESBRÈVES

Protéger des violences sexuelles

En quelques mois, les centres de prise en charge des violences sexuelles (CPVS) ont accueilli bien davantage de personnes que ce qui était attendu, rapporte De Morgen samedi. Depuis l'ouverture en novembre, et jusqu'à fin février, le CPVS de Liège a reçu 40 personnes, celui de Gand 77, et celui de Bruxelles 148. Un quart du public a moins de 18 ans. La secrétaire d'Etat pour l'Égalité des chances aimerait ouvrir trois nouveaux centres dès le début de l'an prochain. (b)

FLANDRE

La présidente de Groen poussera la liste à Anvers
La présidente de Groen, Meyrem Almaci, poussera la liste des écologistes flamands lors des élections communales à Anvers, avec comme tête de liste son prédécesseur Wouter Van Besien. En janvier, Groen s'est retiré de l'alliance avec le SP.A face au bourgmestre Bart De Wever (N-VA). (b)

PÉRIPHÉRIE

Défi boucle son programme
Quelques dizaines de militants de Défi ont donné dimanche à Linkebeek leur feu vert aux grands axes du programme électoral de la formation amaranate pour les communes de la périphérie de Bruxelles en vue du scrutin communal. Au menu : 160 propositions visant le renforcement des droits des francophones de la périphérie. (b)

13^{ÈME} ÉDITION
FESTIVAL IMAGESANTE

LIÈGE
CITÉ MIROIR
CINÉMA SAUVENIÈRE
CHU

18 > 24
MARS 2018

- 25 documentaires en compétition + débats
- Retransmissions d'opérations en direct
- Conférences Santé
- Workshops étudiants

Infos et réservations : www.imagesante.be